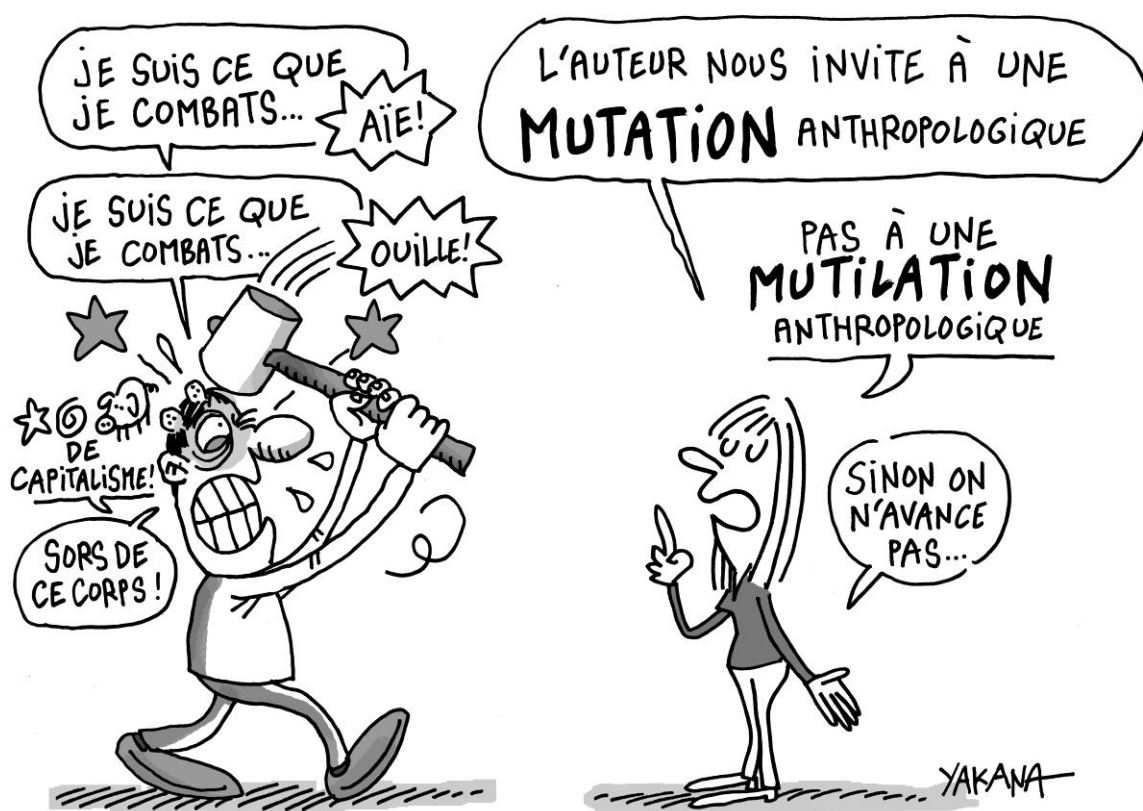




UNE BOUSSOLE POUR REFONDER LE SENS DE NOS ALTERNATIVES

1



Marie-Caroline Collard et
Quentin Mortier
Directrice et coordinateur
SAW-B
www.economiesociale.be

Analyse 2018
Mots-clés : alternative – transition –
économie sociale – capitalisme



Après avoir lu, commenté et discuté des épreuves d'un livre entamé par Philippe De Leener et Marc Totté au titre provocateur, Marie-Caroline Collard en a rédigé la préface à l'invitation des auteurs. Le livre publié en 2017 - par une maison d'édition coopérative au beau nom du « Croquant » -, nous avons alors rencontré pour une interview un de ses auteurs, par ailleurs co-président de SAW-B. La préface propose un premier regard de SAW-B sur cet ouvrage. Reproduite ici, elle introduit l'analyse et précède l'interview de Philippe de Leener qui complète et enrichit le dialogue entamé entre SAW-B et les auteurs pendant la rédaction du livre.

POURQUOI LIRE « *TRANSITIONS ÉCONOMIQUES. EN FINIR AVEC LES ALTERNATIVES DÉRISOIRES* » ?

Aujourd'hui, comme le déplorait déjà Max Weber en 1905 dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, « *Le gain est devenu la fin que l'homme se propose ; il ne lui est plus subordonné comme moyen de satisfaire ses besoins matériels* »ⁱ. Pourtant, à certaines conditions, les alternatives économiques pourraient poser les jalons d'une économie réellement au service de la société (et pas seulement des individus qui la composent). Nombreux sont les ouvrages qui décrivent et dénoncent les méfaits du système capitaliste. Sans forcer le trait, la remise en question du fonctionnement économique actuel devient même le signe de la bien-pensance économique et politique.

Si certaines analyses posent les bons constats, le lecteur avisé reste la plupart du temps sur sa faim. Parce que justement, passée la critique, bien peu d'auteurs parviennent à proposer un autre modèle et, mieux encore, à fournir des pistes de réflexion de leurs actions aux femmes et aux hommes qui développent des projets d'alternatives à l'économie capitaliste.

Ce livre évite cet écueil. Sa portée se révèle alors pratique et politique. C'est une véritable praxis qu'offrent Philippe de Leener et Marc Totté. Un outil de transformation des acteurs qui eux-mêmes transforment le système économique. Paul Ricoeur énonçait qu'un « *groupe social sans idéologie et sans utopie serait sans projet, sans distance à lui-même, sans représentation de soi* »ⁱⁱ. C'est une praxis résolument ancrée dans l'utopie qui se dévoile ici, de cette utopie qui pousse nos actions vers un horizon à construire, sans enfermer ni dicter la route.

Avant d'offrir des pistes pour un agir radicalement autre, cet ouvrage éclaire une question lancinante pour tout qui porte le projet d'une autre économie. Pourquoi le

projet politique des utopistes des origines, d'Owen à Proudhon en passant par Fourier, cette exigence de transformer la société, au plus près de la vie quotidienne de tous, à partir de l'activité économique, n'aboutit-elle pas à un autre système économique que le capitalisme ? Comment expliquer l'oubli et l'abandon progressif de ces pensées radicales qui, bien avant l'heure, s'attaquaient à des questions aussi cruciales que celles de la monnaie, de la dette et de la propriété ?

Comme pour donner corps à cette impasse, les auteurs lucides, donc sévères, soulignent le caractère parfois dérisoire des expérimentations et des projets alternatifs. Résolus à faire autrement, les citoyens en quête d'alternatives économiques et sociales reproduisent à l'envi les fonctionnements qu'ils entendent dépasser.

En son temps, Einstein rappelait qu'on ne résout pas un problème avec les modes de pensées qui l'ont engendré. L'ouvrage déconstruit ces modes de pensées qui rendent possible et soutiennent le développement du capitalisme avide et destructeur qui croît et embellit faute d'alternatives assez solides pour le mettre à mal, un absolu préalable à toute tentative de faire autrement.

Il s'agit de cesser de concevoir l'économie et son rôle dans la société à partir de mythes ou d'histoires faciles à conter mais sans fondement historique ou anthropologique. L'économie touche nos vies de trop près pour la laisser aux seules mains des économistes. Impossible de penser l'économie sans sortir du cadre de l'économie et sans lui rendre sa dimension politique. Aller au-delà des vérités économiques présentées comme des lois naturelles et intériorisées telles des normes par chacun d'entre nous suppose de mettre à mal toute une série de présupposés fallacieux sur la monnaie, la dette ou encore la propriété privée. Dépasser les fausses évidences s'impose : il y a une économie au-delà du marché, le salut est possible sans la sacro-sainte croissance. La dette ne doit pas nécessairement être remboursée, la concurrence est loin d'être la seule manière d'être face aux autres et de mener une activité... Les systèmes sociaux, les systèmes économiques et les systèmes de représentation sont liés par des interactions très profondes et complexes. Comment prétendre agir autrement sans commencer par les comprendre et les dénouer ?

Depuis plus de cent cinquante ans, les alternatives économiques peinent à faire mouvement et à incarner le projet politique qu'elles entendent réaliser. Et c'est peut-être justement parce qu'elles n'osent pas ou ne sont pas capables de se libérer des logiques qu'elles combattent. Qu'ils aient été prisonniers de conceptions erronées et de diktats économiques intériorisés ou résolus à s'en libérer, les projets d'économie sociale ont opté pour des voies opposées aux résultats identiques. Dans un cas, ils ont choisi de se développer en cercles fermés, au sein de communautés, plus ou moins

radicales, hors des marchés voire de la société. Ces expérimentations ont généré bon nombre d'idées et d'innovations audacieuses. Trop souvent, elles n'ont pas dépassé le cercle de l'entre-soi. Autre chemin exploré par les acteurs de l'économie sociale, la réforme ou l'humanisation du système. Ils ont alors développé les projets alternatifs sur les marchés, persuadés qu'ils étaient que la vertu de leur fonctionnement, l'exemplarité de leurs pratiques (finalité de service aux membres et/ou à la société plutôt que le profit, gestion démocratique, limitation des revenus du capital, primauté du travail sur le capital...) contamineraient le reste des entreprises, modifieraient les comportements des acteurs économiques et changeraient la société. Ces tentatives n'ont que peu ou pas contribué à transformer le système économique, quand elles n'ont pas été récupérées par le système économique dominant ou elles-mêmes fini par adopter les pratiques qu'elles entendaient changer...

Au final, si ces luttes ont été dérisoires et le restent parfois, n'est-ce pas parce que les personnes qui composent les collectifs des projets d'alternatives économiques n'ont pas réussi à opérer la mutation anthropologique à laquelle invite cet ouvrage ? Philippe de Leener et Marc Totté décrivent comment le capitalisme et le système économique qu'il engendre se nichent en chacun de nous. À la question « *Pourquoi rien ne change ?* », ils répondent : « *parce que nous sommes ce que nous combattons.* » Entamer ce voyage au cœur de nos subjectivités ouvre les possibles et souligne combien nos désirs, nos pensées, nos actes nourrissent et se nourrissent du capitalisme que nous combattons. Aux porteurs de projets alternatifs d'opérer ce changement profond : retrouver un nous, un penser et un agir ensemble, pour « *relancer l'imagination individuelle et collective dans des directions véritablement porteuses d'avenir et de bien-être pour tous et chacun* ».

Fort bien. Mais penser les impostures théoriques et les dégâts de l'économie dominante et débusquer en chacun d'entre nous ce qui les alimente ne suffit pas. Il reste à agir, à expérimenter.

Ce livre ne prétend pas apporter des solutions sur mesure pour le plaisir de faire autrement. Il choisit de poser des questions. Quantité de questions qui amènent les acteurs des alternatives économiques et sociales à se poser eux-mêmes des questions sur ce qu'ils font ou croient et d'autres encore à leur suite. Tant il est vrai que pour transformer la société il s'agit moins de trouver des réponses que de prendre le temps de se poser les bonnes questions. Changer l'économie, c'est le cap. Mais ce livre nous interpelle : « *Comment cette économie convie-t-elle à produire, transformer, accumuler et redistribuer la richesse autrement ?* ». Les auteurs interrogent le sens de l'agir économique dans le but de ne pas « faire autrement » en préservant la rationalité du système qu'on entend transformer.

Parvenir à changer le système économique suppose des citoyens engagés dans la multitude d'alternatives actuelles, de renouer avec le sens et, par-là, avec la puissance politique de leur projet. Ces « Pourquoi changer la société ? Pour quoi ? » guideront ces femmes et ces hommes résolus. Philippe De Leener et Marc Totté envisagent pour leur part une transition vers une économie de la bienveillance. Une bienveillance – sans naïveté –, fondée alors sur l'utilité pour la société, la coopération, la réciprocité et la confiance. Cet horizon mérite à coup sûr d'être exploré et débattu.

Pour penser nos expérimentations, détecter leurs rationalités, agir dans le même mouvement et retrouver notre projet politique, emparons-nous de ces pages. Et comme le disent nos auteurs, telle « une boussole économique », nos expériences participent à construire ce référentiel qui « *explicite clairement quelques principes, modalités, pratiques qui orientent et sous-tendent les efforts alternatifs, qui leur donnent du sens, qui placent un horizon au-delà de l'objet de l'activité économique dans tout ce qu'elle a de concret* ».

INTERVIEW DE PHILIPPE DE LEENER, CO-AUTEUR DE «*TRANSITIONS ÉCONOMIQUES. EN FINIR AVEC LES ALTERNATIVES DÉRISOIRES*»

Qu'est-ce qui a précédé l'écriture de ce livre, qu'est-ce qui a fait qu'il a fallu à un moment, coucher vos idées sur le papier ?

Dans notre travail en Afrique ou en Europe, depuis près de 40 ans, nous nous sommes rendu compte qu'on ne peut pas mener une réflexion politique et sociale en évacuant l'économie. Celle-ci occupe une place telle qu'on ne peut plus l'ignorer. A l'inverse, la réflexion dominante porte sur l'économie, au point d'évacuer ce qui est social et politique ou bien de les subjuger au référentiel économique. Il s'agissait donc de remettre l'économie à sa place dans notre travail qui consiste notamment à accompagner la réflexion des acteurs associatifs et de l'économie sociale, en Afrique et en Europe. Une fois entamée cette réflexion économique, nous avons fait plusieurs constats : d'une part, les alternatives finissent parfois par reproduire le capitalisme sauvage ; d'autre part, il existe peu de références économiques qui ont du sens pour ceux qui veulent vraiment faire autre chose. Notre idée est donc de combler un vide, de répondre à un besoin.

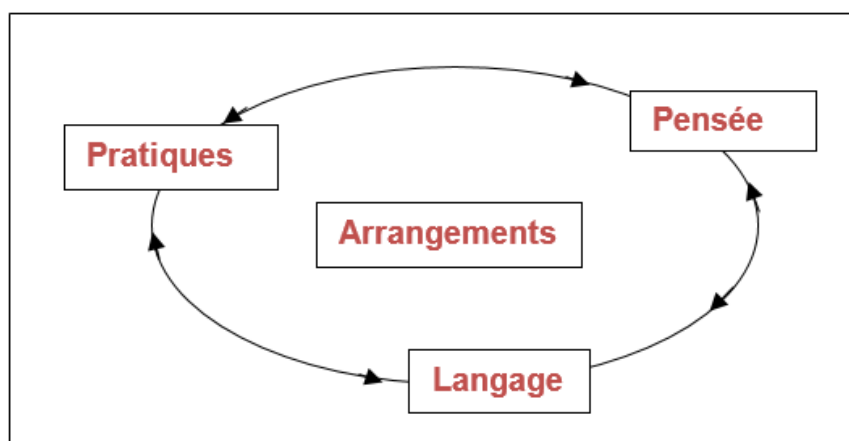
Notre réflexion ne consiste-t-elle pas à formuler ce qui n'est pas pensé par l'économie, notamment le « cadre anthropologique inconscient » qui la détermine trop largement ?

La monnaie, la dette, la propriété, la fabrication des normes et des règles sont des éléments qui s'imposent et deviennent évidents en soi. Or, ce ne sont finalement que des croyances, souvent le produit d'une idéologie écrasante. De la même manière qu'il y a un siècle, des représentations du Christ étaient présentes et visibles partout, maintenant c'est le marché qui s'impose à nous comme s'il était naturel. Ce sont des croyances qui nous colonisent et qui rendent normal ce qui ne l'est pas. Elles nous imprègnent tellement que nous ne nous y intéressons plus. Elles font simplement partie de nous. Ce sont donc des impensés.

Notre réflexion est aussi une manière de remettre de l'humain dans l'économie, dans la science économique. La rattacher aux sciences humaines et non aux sciences dites dures comme elle en a souvent la prétention. Bref, la voir aussi comme une construction humaine et sociale, avec toute sa fragilité.

On a pris dès le départ la décision de ne pas partir du discours économique existant, tel qu'il est façonné, construit, configuré, mais plutôt de partir des questions qui nous préoccupent et qui sont des questions économiques. Ce qui permet de percer des fenêtres là où il y avait peut-être un mur...

Nous avons esquissé une théorie « maison » du changement. En quelques mots, nous pensons que faire autrement conduit à penser et à parler autrement. Mais en même temps, à l'inverse, penser autrement et donc parler autrement conduit aussi à faire autre chose et autrement. Il existe, selon nous, une liaison étroite – structurelle et structurante – entre ces trois éléments que sont les pratiques, la pensée et le langage économique. Cette liaison peut être schématisée comme ci-dessous.



La figure place en son centre une quatrième dimension : les arrangements. Par arrangements, on désigne tout ce qui est de l'ordre des espaces, des moments, des cadres concrets dans lesquels les interactions se produisent et dans lesquelles les pratiques, les manières de penser et le langage prennent place et se réalisent. Ces cadres sont source à la fois de contraintes et de possibilités.

Quel a été le rôle de votre implication au sein de SAW-B (tout d'abord par la réalisation de récits ensuite par la participation au conseil d'administrationⁱⁱⁱ) dans votre réflexion ?

Nous nous sommes intéressés à l'économie sociale mais pas seulement théoriquement. Il s'est agi de comprendre qui sont ces personnes, ces collectifs, non seulement ceux que nous avons approchés de plus près en les sollicitant pour la co-écriture d'un récit (Nos Pilifs, Forma et Cherbai) mais aussi d'autres auxquels nous nous sommes intéressés sous un angle nouveau (une enquête est en cours à propos de la manière dont certaines initiatives d'économie sociale se réapproprient la question de la propriété). Finalement, ce livre n'aurait pas été le même sans cette coopération avec SAW-B sur des terrains concrets.

Le public visé par le livre s'est lui aussi peu à peu imposé : il s'agit des acteurs qui construisent l'alternative économique. Car même pour les acteurs de l'économie sociale, la perspective économique n'est pas évidente. Les acteurs de l'alternative économique ont malgré tout une difficulté à penser l'économie. Ceux-ci affirment faire l'économie autrement mais ils ne la pensent pas forcément autrement. Ils pratiquent une autre économie mais en réfléchissent bien peu les fondements. D'où la nécessité de recommencer à penser l'économie. Avec eux. Sinon, le risque est grand de reproduire l'économie dominante sous d'autres formes, certes plus « chantantes » mais toujours aussi foncièrement délétères.

A ce sujet, le livre va au-delà des constats sur le fonctionnement et les écueils du capitalisme et arrive à nous impliquer nous en tant qu'acteurs, acteurs du capitalisme mais aussi de son dépassement.

En effet, deux chapitres sont probablement à l'origine de ce sentiment pour le lecteur. C'est le chapitre sur la transition subjective et celui sur l'idée de combattre le capitalisme qui est en soi, en nous. Nous sommes le capitalisme que nous combattons. Nous combattons ce à quoi nous participons aussi. Qu'est-ce à dire ?

Outre la réflexion sur les pratiques et le besoin de les penser, il y a une piste importante dans le livre, c'est la place de la subjectivité, le rapport à soi, à son corps, aux autres. Par exemple, l'acte de consommation. Pourquoi est-ce que j'achète ? Est-ce pour

couvrir des besoins ? Mais ces besoins viennent de quelque part, à part les besoins fondamentaux. Le marché devient un moyen au service de la reconnaissance, un marché au service de l'image de soi-même. La plupart du temps, l'économie ne parle que d'individus (ir)rationnels en négligeant le sujet qui l'habite. Plusieurs questions se détachent : quelle sorte d'autonomie, reliante ou solitaire, nos alternatives supportent-elles ? Comment reprendre la main sur le « sensible » ? Comment réinscrire autrui et les autres dans les consciences de tous et chacun ? Comment reprendre la main sur le temps, la durée et ainsi réhabiliter l'espace et la distance comme une ressource pour se construire comme sujet ? Comment se reconnecter sur le « autour de soi » et donc se dévirtualiser ? Autant de questions autour de la réintroduction de la subjectivité dans la pensée économique. C'est un défi essentiel car l'avenir de l'économie dominante dépend de sa capacité à coloniser notre vie subjective, notamment par la croissance.

Quand les économistes parlent d'économie, ils ne parlent que de production. Or l'économie c'est toujours trois choses. Primo : produire, transformer, créer de la valeur, de la richesse, de l'utilité, pour les individus comme pour la société. Secundo : accumuler. Tertio : redistribuer. Il est indispensable de solidariser ces trois éléments, de ne surtout pas les dissocier, ne jamais les penser séparément. Le capitalisme sépare ces dimensions ; du coup, les luttes sociales sur chacune de ces trois dimensions sont elles-mêmes séparées. Diviser pour régner, dit-on.

En même temps, les entreprises sociales respectent des principes qui précisement s'attaquent par leurs pratiques aux trois volets évoqués. Le contenu et les modalités de la production y sont différents, l'accumulation et la redistribution sont différentes, notamment l'absence ou la limitation de la rémunération du capital. Du coup, la question ne doit-elle pas porter sur ce dans quoi ces entreprises différentes s'inscrivent, ce qu'elles permettent plus globalement ? Finalement, un tel questionnement ne doit-il pas être porté au sein de chaque entreprise mais aussi plus collectivement ? Finalement, les questions sont traitées par les entreprises sociales mais imparfaitement, incomplètement.

Prenons l'exemple d'une coopérative qui permettrait à des citoyens d'acheter collectivement des terres agricoles pour les cultiver d'une manière respectueuse de la terre, des habitants, des producteurs et des consommateurs. Ce serait remarquable mais le risque de cautionner le système combattu subsiste. Je m'explique : en achetant des terres pour les redistribuer à des agriculteurs en bio, au fond, cette entreprise sociale tranquillise tout le monde. Qu'est ce qui se passe en Wallonie ? La terre est concentrée sur un nombre de plus en plus étroit de capitalistes qui investissent dans des grandes surfaces, pour capter les aides européennes, pour capter la terre qui a une valeur montante. Qu'il y ait des alternatives agro-biologiques ou autres, à la limite, ça

les arrange. Un jour ou l'autre, de purs capitalistes investiront dans ce genre de coopérative, mais dans un esprit philanthropique. L'idée est de faire en sorte qu'il y ait un certain seuil d'activités alternatives, de joie alternative, pourvu que cela reste marginal, pour enclaver l'alternative, pour lui donner une place mais alors juste une petite place, pour entretenir l'illusion du pluralisme. Si la coopérative s'attaquait avec plus de force et de vigueur au système juridique de la propriété foncière, à la légitimité d'un droit foncier rural tel qu'il existe aujourd'hui, elle commencerait quelque chose de plus fondamental. Et on pourrait débusquer un autre impensé, celui de la propriété telle qu'elle est régie dans le fil du droit romain et qui fait qu'on trouve la possession tout à fait normale (la possession de ses vêtements comme celle de 10.000 hectares de terre). Et on oublie alors que posséder *ici* c'est toujours déposséder quelqu'un ou quelque chose *là-bas*. Nécessairement.

La difficulté n'est-elle pas de savoir quelle prise on a sur le système ? Est-ce que toutes ces entreprises sociales ne sont-elles pas trop marginales ?

Le problème n'est pas là. La question fondamentale à se poser est celle-ci : en quoi l'alternative que nous inventons et développons affecte-t-elle le système dominant ? Souvent, soit nous nous l'adaptions à celui-ci, soit nous lui trouvons une niche. Ou encore nous sommes récupérés, parfois avec quelques variations qui font illusion.

Même les réflexions et les pratiques qui se veulent alternatives, comme les communs, sont fragiles. Les communs peuvent être réutilisés par les riches qui peuvent aussi créer des communs (les paradis fiscaux). La pensée d'Elinor Ostrom est compatible avec le néolibéralisme^{iv}. Les communs peuvent n'être qu'une modalité instrumentale d'organisation. La « culture du commun » est tout autre chose : c'est la volonté d'introduire autrui dans l'équation (par exemple, dans le cadre de la vente d'un terrain entre deux personnes, comment introduire autrui à la fois comme contrainte, limite et ressource ?). C'est une manière d'éviter de se retrouver dans un entre-soi, qui est le grand risque des communs. Même la référence au mouvement des enclosures^v néglige le fait que les communautés étaient divisées et rivales. Et elles ont perdu face à des seigneurs qui, eux, étaient alliés entre eux.

La même observation ne peut-elle pas être faite à propos des alternatives qui n'arrivent pas à s'entendre que sur leurs différences et leurs particularités ? Quelles sont les racines de ce phénomène ? N'est-il pas possible de lier les alternatives entre elles sur base d'une analyse des mécanismes profonds auxquels chacune d'entre elles se heurte et lutte ? Par exemple, quelles sont aujourd'hui les alternatives qui se heurtent et s'opposent à la conception capitaliste de la propriété ? Et, en se heurtant à la propriété, contribuent-elles à déboulonner la rationalité propriétaire ou alors s'attachent-elles juste à trouver les bons aménagements ?

N’y a-t-il pas une évolution intéressante à ce sujet avec le développement de l’usage plutôt que la propriété ? L’apparition de l’économie dite collaborative est-elle pensée dans votre livre ?

La même réflexion doit être menée à l’encontre de ces phénomènes nouveaux. Tout en faisant bien ou apparemment mieux, quel mécanisme est déboulonné ou reboulonné ? Qu’est-ce qui change dans le capitalisme ? Voire même, au-delà de celui-ci ? Ne faut-il pas envisager sérieusement le fait que le capitalisme n’est peut-être pas le fin fond du problème et qu’il ne serait qu’une projection de ce que nous sommes fondamentalement, un symptôme massif de quelque chose qui est propre au fonctionnement de nos sociétés et qui devrait donc lui-même être travaillé ? Sans travailler en-deçà du capitalisme, nous allons peut-être le remplacer par quelque chose de pire.

L’économie collaborative ne s’attaque pas vraiment aux fondamentaux de l’économie qu’on voudrait transformer. Certains auteurs de cette tendance ne proposent qu’une adaptation du capitalisme, avec peut-être des éléments plus agréables tel que des relations sociales intensifiées. A côté du modèle dominant, pas mal d’éléments de l’économie collaborative sont portés par un mouvement vers l’autre et l’idée de générosité entre l’autre et soi. La question reste : comment aller au-delà des formes concrètes, des arrangements ? Comment s’attaquer à des fondements de l’économie capitaliste ? L’usage ou la dette, la propriété privée par exemple ne sont pas touchés du tout par ce phénomène. L’économie collaborative est une modalité de faire l’économie telle qu’elle domine. Elle n’atteint pas la finalité de transformer l’économie. Elle ne s’attaque pas à sa fonction de domination. Ni davantage à sa vocation marchande, qui revient à tout transformer en marchandise, à tout intégrer dans des marchés.

Pourquoi parler de l’argent et de la dette, ces questions font l’objet de chapitres très denses et fouillés dans votre ouvrage ?

Le rapport à l’argent est fondamental. Mais une fois encore, nous n’avons pas de réponse et surtout nous n’avons pas de réponse morale. Il y a quelque chose d’essentiel dans le rapport de soi à l’argent, c’est un révélateur important de qui l’on est : rapport à l’autre, rapport au risque, rapport au lendemain, rapport à son salut à la limite. De nouveau, les mêmes questions reviennent : à quoi sert l’argent ? Et en quoi son usage nous transforme-t-il ? En quoi et à quoi nous asservit-il ?

La question de la dette est toute aussi fondamentale. Dans la vision de l’économie que nous défendons, nous partons du fait que nous sommes tous endettés les uns par

rapport aux autres, cela dès notre naissance. La suppression de la dette que X aurait vis-à-vis de Y perd son sens car l'objectif n'est pas l'épuration des dettes au niveau des individus mais la construction d'un équilibre général. C'est le système qui doit être en équilibre mais pas les comptes particuliers entre les personnes. Dans une autre vision, celle qui prévaut à l'heure actuelle, c'est un mécanisme d'enrichissement des uns et d'appauvrissement des autres, ce que j'appelle une économie à somme nulle (je gagne *parce que* tu perds et je gagne *ce que* tu perds). Dans un cas, tu prends soin de l'autre et c'est même une condition de ton bien-être, dans l'autre cas, tu soumetts l'autre et c'est son asservissement qui garantit ton propre bien-vivre. Le mal-être de l'autre devient alors la condition de ton bien-être à toi.

Lorsque vous aborder l'économie sociale et son histoire, ses penseurs vous choisissez d'écrire un chapitre sur Godin plutôt que Proudhon ou Fourier par exemple ?

La raison est simple : Jean-Baptiste André Godin^{vi} est un praticien qui a réussi. Là où les autres sont plutôt des penseurs dont les expériences n'ont pas résisté à l'épreuve du temps. L'expérience de Godin a ceci d'intéressant qu'elle combine tous les aspects de la vie (production, consommation, environnement, vie sociale), sans prophétisme et en ayant les pieds sur terre. Finalement, il a inventé et mis en œuvre le bicaméralisme dans l'entreprise. Il a aussi réussi à lier coopérative et industrie. Godin ne fait pas de la recherche-action, il réalise une « action-recherche » dans la société avec son entreprise qu'il crée et fait évoluer.

Il faut créer des espaces ou des dispositifs qui permettent par exemple aux coopérateurs de faire le lien entre leur entreprise et la société. S'engager dans son entreprise pour faire de l'économie autrement, consciemment, c'est s'engager dans la société pour la transformer. Il faut arriver à faire ce lien, des allers-retours entre les deux niveaux, son entreprise et la société, l'action et la réflexion. À différents moments de la vie de l'entreprise et de manière partagée entre toutes les personnes qu'une entreprise associe (les fondateurs, les travailleurs, les associés, etc.). Et notamment à propos des cinq ou six chantiers que nous proposons à la réflexion : valeur et monnaie ; dette et raison spéculative ; régulation ; propriété ; subjectivité. Auquel j'ajouterais volontiers le travail tant ce chantier est déterminant, le travail à la fois désaliéné et désaliénant, émancipé en même temps qu'émancipateur.

Quel est votre état d'esprit au final de l'écriture du livre ? Que pouvez-vous suggérer à une fédération comme la nôtre en termes d'action ?

Il faut rester modeste. Nous avons la capacité de poser des questions fondamentales et profondes mais nous sommes dépourvus pour y répondre. Par contre, souvent chacun a des éléments de réponse pour ce qui le concerne, pour son action en elle-même. Il s'agit donc de mettre en commun les questions et les réponses. Prenons

l'exemple des coopératives citoyennes énergétiques, quels sont les fondamentaux qui sont travaillés ou travaillables par de telles initiatives ? Il y a la production d'énergie renouvelable, l'ancrage territorial mais aussi la propriété^{vii}.

Voilà une thématique sur laquelle nous pourrions travailler et réunir une variété d'acteurs qui y toucheraient. Deux questionnements pourraient être portés avec ces acteurs : ces alternatives sont-elles dérisoires ou fondatrices ? Comment ces alternatives disent-elles ce qu'elles font réellement ? Comment contribuent-elles à diffuser un autre imaginaire par la communication sur leurs actions et leurs pensées ? Quels sont les liens établis entre ces dimensions : pensées, pratiques et langages ? Et aussi, quelle est la joie investie dans et suscitée par ces initiatives ?^{viii}

La joie, oui c'est une dimension importante, pour autant qu'elle nourrisse la vitalité, qu'elle redistribue la force vitale en soi et autour de soi. Car les alternatives non dérisoires, celles qui corrodent en profondeur les mécanismes sur lesquels le capitalisme se renouvelle au fil des générations, sont d'autant moins dérisoires qu'en effet elles redistribuent – irradient – la joie de faire autrement et surtout la joie de « faire avec ».

ⁱ Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964, p. 30.

ⁱⁱ Paul Ricoeur, *Du texte à l'action*, Paris, Seuil, 1986, p. 360.

ⁱⁱⁱ Philippe De Leener et Marc Totté sont actifs au sein de l'association Inter-Mondes. Ils se sont intéressés, il y a une demi-douzaine, d'années à l'économie sociale en Belgique et sont entrés en relation avec SAW-B. Une importante collaboration a été co-construite notamment autour de la pratique de récits collectifs au sein d'entreprise sociales (voir notre étude 2014 « ... et qu'est-ce que ça change ? Récits de l'économie sociale » [disponible sur www.saw-b.be]). En 2014, Philippe De Leener a été élu administrateur et co-président de SAW-B.

^{iv} Elinor Ostrom est une politologue et économiste américaine. Elle est la première femme à recevoir le « prix Nobel » d'économie, avec Oliver Williamson, « pour son analyse de la gouvernance économique, et en particulier, des biens communs ». Extrait de www.fr.wikipedia.org

^v « Le mouvement des enclosures fait référence à la réforme agraire qui a transformé, en Angleterre une agriculture traditionnelle dans le cadre d'un système de coopération et de communauté d'administration des terres en système de propriété privée des terres (chaque champ étant séparé du champ voisin par une barrière). Les enclosures marquent la fin des droits d'usage, en particulier des communs, par suite de l'extinction des droits communs seigneuriaux. » Extrait de www.wikiberal.org

^{vi} Jean-Baptiste André Godin, né le 26 janvier 1817 et mort à Guise le 15 janvier 1888, est un industriel français, inspiré par le socialisme utopique et acteur du mouvement associationniste, créateur de la société des poêles en fonte Godin et du familistère de Guise. Extrait de www.fr.wikipedia.org

^{vii} Voir à ce sujet, l'ouvrage de Benoît Borrits, *Au-delà de la propriété, Pour une économie des communs*, La Découverte, Paris, 2018.

^{viii} Dont acte. Une démarche de visite de plusieurs initiatives alternatives (Communa, Community Land Trust, etc.) a été entamée par SAW-B avec l'intervention de Philippe De Leener et Marc Totté sur le thème de la propriété, de ses fonctions et de son dépassement.



SAW-B, Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises, est une fédération d'entreprises d'économie sociale qui regroupe plus de 120 membres. Ensemble, nous cherchons à faire mouvement pour une alternative économique et sociale.

Les analyses de SAW-B sont des outils de réflexion et de débat. Elles posent un regard critique sur les pratiques et les objectifs des entreprises sociales mais aussi sur notre société, nos modes de consommation, de production. Leur visée est de comprendre les réalités, décoder les enjeux et, collectivement, construire les réponses aux difficultés rencontrées par les alternatives économiques.

Ces textes sont le résultat des interpellations des acteurs de terrain et de nos recherches. Vous pouvez y contribuer : faites-nous part de vos questions, commentaires et propositions en amont ou en aval de ces textes. Si vous le souhaitez, nous sommes à votre disposition pour aborder, au sein de votre entreprise sociale ou de votre collectif citoyen, les thèmes traités dans ces analyses.

N'hésitez pas à nous contacter : info@saw-b.be